

Rapport de l'ONU : droits humains et pesticides

Le rapport rend compte avec précision de l'utilisation de pesticides dans l'agriculture au niveau mondial et de ses incidences sur les droits de l'homme

<https://mrmondialisation.org/un-rapport-de-lonu-remet-en-cause-lutilite-des-pesticides>

Les pesticides : une véritable nécessité pour nourrir la planète ?

Pas tant que ça, révèle un récent rapport de l'ONU.

Mis en ligne mercredi dernier, le rapport pointe du doigt l'utilisation excessive de pesticides et les conséquences, ainsi que le marketing agressif utilisé par les industriels pour imposer leur modèle. En parallèle, les nombreux effets négatifs de ces produits chimiques sur les hommes et sur l'environnement sont une fois de plus mis en exergue. Approcherions-nous de la fin d'un mythe destructeur ?

Les industriels inculpés

Présenté mercredi dernier au *Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies*, un nouveau rapport accablant pointe du doigt **les pratiques quasi-mafieuses des grands industriels producteurs de pesticides**. Dénonçant les effets majoritairement néfastes des pesticides sur la santé humaine et l'équilibre environnemental, le rapport revient sur les arguments commerciaux des producteurs de pesticides ainsi que sur **les pressions exercées par ceux-ci sur les gouvernements**. Ainsi, le rapport accuse ces multinationales de « déni systématique des effets négatifs », d'employer des « tactiques de marketing agressives et non éthiques » et d'appliquer un lobbying intensif qui « entrave les réformes et paralyse les restrictions mondiales en matière de pesticides. »

Pourtant, les preuves scientifiques de la toxicité de ces produits ne manquent pas, et les chiffres restent sans appel. Chaque année, ce serait pas moins de **200 000 personnes qui succomberaient des suites d'un empoisonnement aux pesticides**. Les conséquences de leur usage sur l'environnement n'ont également plus à être démontrées : les pesticides ont été reconnus comme participant activement à la **décimation des colonies d'abeilles et insectes pollinisateurs** mais aussi la contamination des sols et des nappes phréatiques. Aujourd'hui, les pesticides s'immiscent partout, jusqu'à atterrir dans nos assiettes et dans les organismes d'animaux qui n'étaient pas visés au départ par cet épandage intensif.

Comme le note le rapport, « L'exposition chronique aux pesticides a été liée au cancer, à la maladie d'Alzheimer et à la maladie de Parkinson, aux dérèglements hormonaux, à des troubles du développement et à la stérilité. » La contamination des plus jeunes au travers de la nourriture fait aussi partie des préoccupations citées dans l'étude. De plus, selon le rapport, des études récentes menées par le gouvernement chinois indiquent que la contamination par les pesticides est à l'origine d'une perte d'environ 20% des terres arables. Pour cause, les méthodes industrielles sont productives à court terme et détruisent les sols à long terme, alimentant le mythe d'une abondance sans limite.

Un argumentaire fallacieux

Face à ces accusations, l'industrie des pesticides a souvent avancé des arguments fallacieux, parmi lesquels le plus fameux concerne la nécessité de protéger les cultures et d'augmenter les rendements afin de pouvoir nourrir les 9 milliards d'êtres humains qui peupleront prochainement la planète. Si l'on en croit ce rapport, il s'agit semble-t-il d'un mythe qui s'apprête à tomber. En effet, les

vendeurs de pesticides ne s'adresseraient pas tant à une agriculture dédiée à la nutrition humaine qu'à une agriculture intensive destinée à la production industrielle ou au bétail.

« L'utilisation toujours plus massive de pesticides n'a rien à voir avec l'éradication de la faim dans le monde. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), nous avons d'ores et déjà les moyens de nourrir 9 milliards de personnes. **La production est indubitablement en augmentation, mais le problème reste celui de la pauvreté, des inégalités et d'une mauvaise répartition** », a confié [au Guardian](#) Hilal Elver, rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation. Les cultures d'huile de palme ou de soja sont ainsi majoritairement concernées.

Afin de mettre fin à l'empoisonnement généralisé, le rapport préconise en conclusion la mise en place de mesures radicales vouées notamment à encourager une agriculture plus résiliente. La nécessité d'adoption d'un traité mondial afin de limiter l'utilisation des pesticides est également évoquée.

"L'affirmation de l'industrie agrochimique selon laquelle les pesticides sont nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire est aussi inexacte que dangereusement fallacieuse."

"Malgré une utilisation généralisée, les pesticides chimiques n'ont pas permis de réduire les pertes de récoltes au cours des quarante dernières années. "

"Les études menées sur le court terme et portant sur les rendements de cultures en particulier sous-estiment le potentiel de productivité à long terme des systèmes agroécologiques. Il ressort de plus en plus fréquemment des études comparatives que les systèmes diversifiés sont avantageux, et même plus rentables si l'on tient compte des productions totales et non des rendements de telle ou telle culture. Sa finalité étant de construire des agroécosystèmes équilibrés et durables, l'agroécologie sera davantage susceptible de garantir des rendements constants à long terme en raison de la plus grande capacité de ces agroécosystèmes à faire face aux variations climatiques et à résister naturellement aux ravageurs."

"Les pesticides dangereux sont aujourd'hui utilisés de manière excessive, ce qui nuit à la santé humaine et aux écosystèmes partout dans le monde, et leur utilisation devrait encore augmenter au cours des prochaines années. Il existe toutefois des pratiques plus fiables, susceptibles d'être encore développées et qui permettraient de réduire considérablement les conséquences de cette utilisation excessive, parfois inutile, et qui est à l'origine de nombreuses violations des droits de l'homme. L'essor des pratiques agricoles biologiques dans de nombreux endroits montre qu'une agriculture utilisant moins ou n'utilisant pas de pesticides est possible. Des études ont montré que l'agroécologie permettrait d'obtenir des rendements suffisants pour nourrir l'ensemble de la population mondiale et lui assurer une alimentation adéquate."

"Moins énergivore, l'agroécologie peut également contribuer à atténuer les effets des changements climatiques en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en fournissant des puits de carbone."

"Adopter dans le domaine des pesticides une approche fondée sur les droits de l'homme, c'est assurer le respect des principes d'universalité et de non-discrimination, en vertu desquels les droits de l'homme sont garantis à toutes les personnes, notamment aux groupes vulnérables, qui sont touchés de manière disproportionnée par le problème des pesticides dangereux."

"Si les initiatives visant à interdire et à réglementer de manière appropriée l'utilisation des pesticides constituent une étape nécessaire dans la bonne direction, le moyen le plus efficace à long terme de réduire l'exposition à ces produits chimiques toxiques est de renoncer progressivement à l'agriculture industrielle."

"Selon le Directeur général de la FAO, l'agriculture est aujourd'hui parvenue à un tournant décisif. Le modèle agricole dominant actuellement appliqué est extrêmement problématique, non seulement en raison des dommages occasionnés par les pesticides, mais aussi de par l'incidence de ces produits sur les changements climatiques, la réduction de la biodiversité et l'incapacité de ce modèle à assurer la souveraineté alimentaire. Ces questions sont étroitement interdépendantes et doivent être traitées de front pour que le droit à l'alimentation soit pleinement réalisé. Les efforts déployés pour tenter de régler le problème des pesticides dangereux ne seront couronnés de succès que s'ils tiennent compte des facteurs écologiques, économiques et sociaux intégrés dans les politiques agricoles, comme cela est prévu dans les objectifs de développement durable. Il faut une véritable volonté politique pour réévaluer et remettre en cause les intérêts corporatistes, les politiques incitatives et les relations de pouvoir qui maintiennent en place une agriculture industrielle étroitement tributaire de l'industrie agrochimique. Il est nécessaire de remettre en cause les politiques agricoles, les systèmes commerciaux et l'influence exercée par les entreprises sur les politiques publiques si nous voulons renoncer aux systèmes alimentaires industriels qui reposent sur les pesticides."